

L'aquaculture de crevettes en Nouvelle-Calédonie

OBJECTIFS

La présente étude comprend deux volets :

- ☛ La représentation graphique et l'analyse d'une série d'agrégats et de ratios financiers, destinées à permettre à une entreprise du secteur étudié de se situer par rapport aux comportements, aux résultats et à la structure des autres entreprises du même secteur dans la Collectivité.
- ☛ L'élaboration et la présentation –à titre d'information macro-économique- d'un bilan et d'un compte de résultats moyens du secteur étudié, représentatifs du poids de ce secteur dans l'économie locale ainsi que des performances et de la structure moyenne des entreprises qui le composent.

MÉTHODOLOGIE

Les études sectorielles de l'Institut d'émission sur la situation des entreprises sont réalisées à partir d'échantillons représentatifs d'entreprises disposant de documents comptables sur 2 exercices consécutifs (2004 et 2005) enregistrés dans la Centrale des bilans de l'EOM.

Elles ne concernent que des entreprises constituées en société commerciale à l'exclusion des entreprises individuelles, régies par des règles comptables et fiscales différentes.

Les chiffres utilisés dans cette étude sont des ratios moyens. Un ratio moyen est le rapport de la somme des numérateurs à la somme des dénominateurs, pour toutes les entreprises de l'échantillon. Il constitue donc une moyenne pondérée des ratios individuels de chaque entreprise, qui accorde un poids plus important aux grandes entreprises. Il faut signaler que tous les cas aberrants ou particuliers sont éliminés du calcul des ratios.

SYNTHÈSE

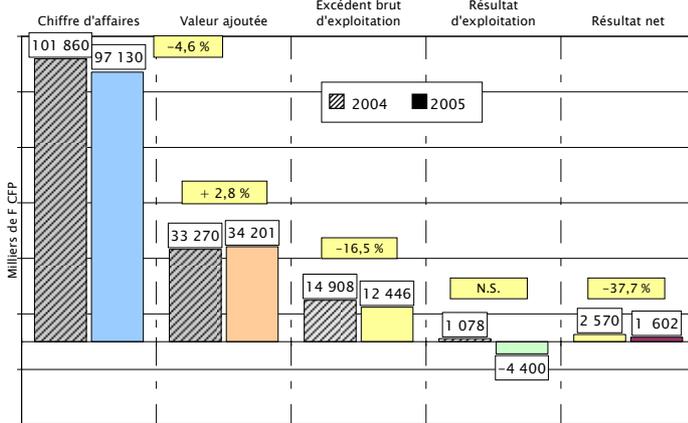
Les entreprises du secteur de l'aquaculture et de la pisciculture (référéncées selon la nomenclature des activités française sous le code 050C) sont au nombre de 60 ; celles-ci emploient 212 personnes sur l'ensemble de la Nouvelle-Calédonie.

Les entreprises du secteur de l'aquaculture de crevettes, retenues dans l'échantillon et comprenant des écloseseries et des fermes aquacoles hors sous-secteur de conditionnement et de commercialisation (constitué de 14 entreprises avec un effectif total de 103 personnes), enregistrent une légère baisse de leur activité en 2005. L'apparition de problèmes pathologiques impacte fortement la production et le prix (fixé selon la catégorie et le calibre de la crevette) imposé par les structures de conditionnement et de commercialisation. La faiblesse du taux de survie moyen (53 %) et le niveau élevé de l'indice de conversion (correspondant à la quantité d'aliment nécessaire pour obtenir un poids de crevette donné) corroborent la dégradation de la situation sanitaire des fermes aquacoles en 2005. Même si les consommations intermédiaires et les charges de personnel sont maîtrisées, le résultat d'exploitation des entreprises du secteur devient négatif. De même, le résultat net se dégrade (de -37,7%) en 2005 mais demeure positif grâce à la réalisation de produits exceptionnels, principalement sur des opérations en capital.

L'analyse de la structure du bilan des entreprises de l'échantillon fait apparaître cependant une légère amélioration de leur profil de risques en 2005, marquée par une baisse de l'endettement à terme et le maintien des capitaux propres à un niveau relativement stable. Cette analyse est confirmée par la nette amélioration du taux d'endettement des entreprises de l'échantillon (47,3 % en 2005 contre 55 % en 2004) et par le niveau satisfaisant du délai de remboursement de l'endettement bancaire à terme au moyen de la capacité d'autofinancement (1,9 année de capacité d'autofinancement en 2005 contre 2,3 années de capacité d'autofinancement en 2004).

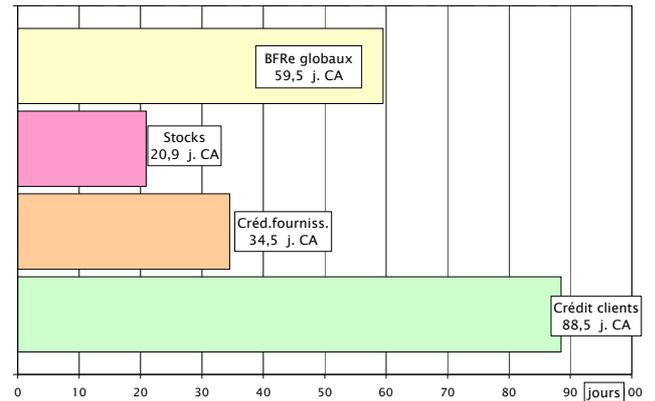
Enfin, le cycle d'exploitation des entreprises du secteur génère moins de besoin en fonds de roulement en 2005 compte tenu d'une légère contraction du crédit clients et du délai de rotation des stocks dans un contexte d'allongement du crédit fournisseurs. Le fonds de roulement, en baisse en 2005 consécutivement à une réduction de l'endettement à terme et à une légère augmentation des immobilisations, couvre largement les besoins en fonds de roulement et permet aux entreprises du secteur de dégager à nouveau une trésorerie excédentaire.

ACTIVITÉ – ÉVOLUTION DES PRINCIPAUX AGRÉGATS



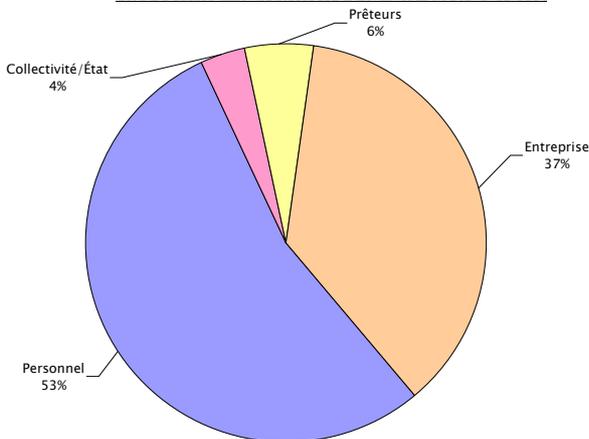
▲ Le chiffre d'affaires moyen des entreprises de l'échantillon enregistre une baisse de 4,6 % pour atteindre un peu plus de 97 M XPF en 2005. Malgré cette baisse d'activité, la valeur ajoutée qui s'élève à plus de 34 M XPF est en progression de 2,8 % en 2005. Alors que les charges de personnel se maintiennent à un niveau relativement stable, l'EBE se dégrade (-16,5 % de 2004 à 2005) consécutivement à une forte réduction des subventions d'exploitation. La faiblesse des reprises sur amortissements et provisions, conjuguée à un accroissement des dotations diverses, affecte lourdement le résultat d'exploitation qui devient négatif. La baisse des charges financières (-30,4 % entre 2004 et 2005) et surtout la réalisation de produits exceptionnels permettent de générer un résultat net positif de 1,6 M XPF bien qu'en baisse de 37,7 %.

ACTIVITÉ – POIDS DES BESOINS EN FONDS DE ROULEMENT EN 2005



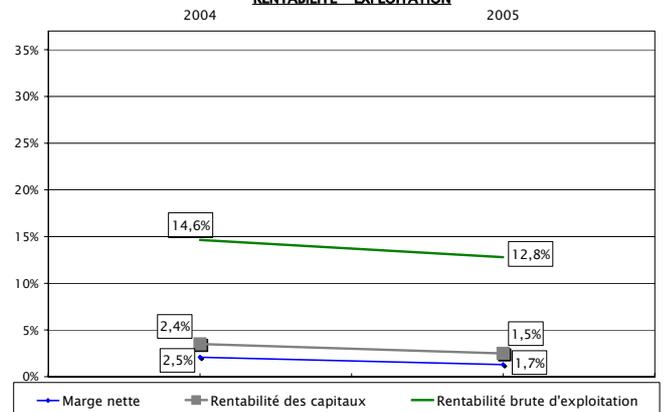
▲ En 2005, le cycle d'exploitation des entreprises appartenant au secteur de l'aquaculture de crevettes se caractérise par des stocks maintenus autour de 20 jours de chiffre d'affaires, des crédits fournisseurs qui restent supérieurs à 30 jours de chiffre d'affaires et, surtout, des crédits clients élevés approchant 90 jours de chiffre d'affaires. La date d'arrêt des comptes fixée pour la plupart des fermes de l'échantillon à fin juin, juillet ou août et correspondant à la période des dernières pêches est à l'origine de l'importance des créances clients. Dans ces conditions, le besoin en fonds de roulement d'exploitation des entreprises de l'échantillon s'établit à 59,5 jours de chiffre d'affaires en 2005 (contre 76,1 jours de chiffre d'affaires en 2004).

PRODUCTIVITÉ – RÉPARTITION DU REVENU GLOBAL EN 2005

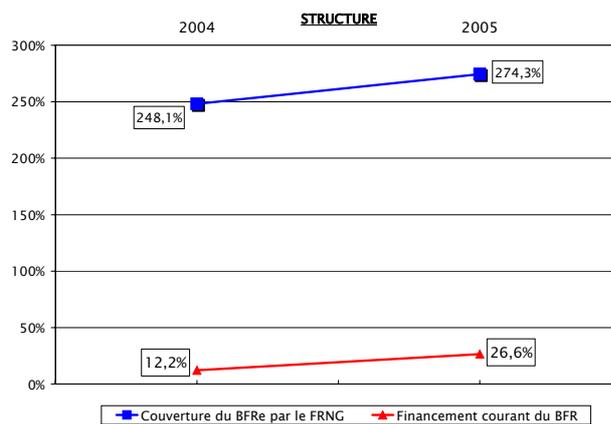
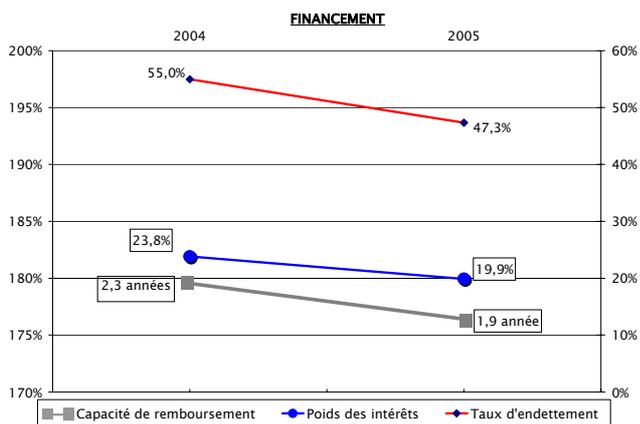


▲ La répartition du revenu global dégagé par les entreprises de l'échantillon en 2005 se caractérise par la part prépondérante affectée au personnel (53 %), laquelle se détériore au profit de l'entreprise qui draine désormais 37 % du revenu. La part allouée aux prêteurs ressort en léger repli (6 % en 2005 contre 7 % en 2004) au profit de la Collectivité – sous forme d'impôts et taxes – (4 % en 2005 contre 3 % en 2004).

RENTABILITÉ – EXPLOITATION



▲ La rentabilité brute d'exploitation, qui atteint 12,8 % en 2005, demeure satisfaisante mais accuse une légère baisse de 1,8 point en raison non seulement d'une baisse du chiffre d'affaires, mais également d'une forte réduction des subventions d'exploitation alors que les consommations intermédiaires (dont les principales composantes sont l'énergie et les aliments pour animaux) et les charges de personnel sont maîtrisées. La marge nette des entreprises de l'échantillon est en léger repli (1,7 % en 2005 contre 2,5 % en 2004). De même, la rentabilité des capitaux enregistre une légère baisse de 0,9 point, pour atteindre 1,5 % en 2005, consécutivement à une dégradation du résultat net alors que les fonds propres nets restent relativement stables (- 3 %).



▲ Le taux d'endettement des entreprises de l'échantillon qui s'établit à 47,3 % en 2005 (contre 55 % en 2004) est relativement faible. Il convient de noter que cet indicateur n'intègre pas une part significative de l'endettement inscrit au bilan des entreprises métropolitaines engagées dans des opérations de défiscalisation « Loi Girardin » pour le financement de la création de nouvelles fermes ou l'extension d'unités déjà existantes. Dans un contexte où l'endettement tend à diminuer et, où la CAF est relativement stable, la capacité de remboursement des entreprises aquacoles reste inscrite dans la norme et s'améliore (1,9 année de CAF en 2005 contre 2,3 années de CAF en 2004). Le poids des charges financières sur l'EBE se situe en dessous du seuil de 20 % (19,9 % en 2005 contre 23,8 % en 2004), soit à un niveau satisfaisant.

▲ Le taux de couverture du besoin en fonds de roulement par le fonds de roulement des entreprises retenues dans l'échantillon s'accroît et atteint un niveau élevé (274,3 % en 2005 contre 248,1 % en 2004). Cette situation s'explique par l'importance des ressources stables (constituées essentiellement de capitaux propres et des amortissements et provisions) et par un besoin en fonds de roulement en diminution. Toutefois, certaines entreprises de l'échantillon qui ne disposent pas de ressources financières, ont recours aux concours bancaires courants afin de financer leurs besoins en fonds de roulement (26,6 % en 2005 contre 12,2 % en 2004).

DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATION DES PRINCIPAUX AGRÉGATS ET RATIOS

Valeur ajoutée (VA) =	Marge commerciale + Production de l'exercice - Consommation en prov.tiers	Indicateur du poids économique de l'entreprise, mesurant la création de valeur apportée par celle-ci.
Excédent brut d'exploitation (EBE) =	VA + Subventions d'exploit. - Impôts et taxes - Salaires et charges sociales	Indicateur de la performance industrielle et commerciale de l'entreprise, qui représente la valeur apportée par le capital économique.
Résultat net comptable =	Somme algébrique de tous les produits et de toutes les charges	
Besoins en fonds de roulement (BFRE) =	Actifs d'exploitation - Dettes d'exploit.	Besoins liés au cycle d'exploitation (mesurés en nombre de jours) issus des décalages entre flux physiques et flux financiers.
Fonds de roulement net global (FRNG) =	Capitaux propres + Amort. et prov. + Dettes financières - Actif immobilisé	Différence entre les ressources stables et les emplois stables.
Revenu global (ou Revenus répartis) =	VA + Autres produits et charges d'exploit. + Résult. hors exploi.	Surplus total de richesses créées par l'entreprise, réparti entre les divers partenaires de l'entreprise.
Taux de marge commerciale =	$\frac{\text{Marge commerciale}}{\text{Vente marchandises}}$	Résultat de l'activité de négoce.
Rentabilité brute d'exploitation =	$\frac{\text{EBE}}{\text{CA}}$	Indicateur significatif de la performance industrielle de l'entreprise et de sa capacité bénéficiaire.
Marge nette =	$\frac{\text{Résultat net}}{\text{CA}}$	Résultat dégagé pour 100 de chiffre d'affaires.
Rentabilité des capitaux =	$\frac{\text{Résultat net}}{\text{Fonds propres nets}}$	Mesure de l'aptitude de l'entreprise à renforcer et à rémunérer ses fonds propres. Il doit être aussi élevé que possible.
Capacité de remboursement =	$\frac{\text{Endettement à terme}}{\text{Capacité d'autofinancement}}$	Valeur-limite souvent fixée par les banquiers à 3,5.
Taux d'endettement =	$\frac{\text{Endettement}}{\text{Capitaux propres}}$	Mesure de l'indépendance financière de l'entreprise.
Poids des intérêts =	$\frac{\text{Intérêts}}{\text{EBE}}$	Part du profit global que l'entreprise doit consacrer à la rémunération des capitaux empruntés.
Couverture BFR/FRNG =	$\frac{\text{FRNG}}{\text{BFR}}$	Financement du BFR par le FRNG, comblé par des crédits banc. courants.
Financement courant des BFR =	$\frac{\text{Concours bancaires courants}}{\text{BFR}}$	Mode de financement des besoins issus du cycle d'exploitation.

AGENCE DE
NOUMÉA
Mai 2006

Étude sectorielle de l'Institut

BILAN FONCTIONNEL ET COMPTE DE RÉSULTATS MOYENS

BILAN FONCTIONNEL MOYEN (milliers FCFP)	2004	2005	Variation
Fonds propres nets	107 716	104 536	- 3,0 %
+ Dettes financières stables	59 221	49 469	- 16,5 %
+ Amortissements et provisions	120 770	131 800	+ 9,1 %
- Immobilisations brutes	234 731	241 748	+ 3,0 %
= FONDS DE ROULEMENT NET GLOBAL	52 976	44 057	- 16,8 %
Stocks et en cours	5 864	5 231	- 10,8 %
+ Créances clients	24 553	23 184	- 5,6 %
- Dettes fournisseurs	8 271	9 305	+ 12,5 %
- Dettes fiscales et sociales	4 325	4 321	- 0,1 %
+ Solde autres créances et dettes d'exploit.	3 533	1 275	- 63,9 %
= BESOINS EN FONDS DE ROULEMENT D'EXPL.	21 354	16 064	- 24,8 %
+ Besoins en fonds de roulement hors expl.	6 377	6 484	+ 1,7 %
= BESOINS EN FONDS DE ROULEMENT	27 731	22 548	- 18,7 %
Disponibilités	27 846	25 776	- 7,4 %
- Crédits bancaires courants	2 600	4 266	+ 64,1 %
= TRÉSORERIE	25 246	21 510	- 14,8 %

RÉSULTATS MOYENS (en milliers de FCFP)	2004	2005	Variation
CHIFFRE D'AFFAIRES	101 860	97 130	- 4,6 %
Marge commerciale	129	-91	- 170,5 %
+ Production de l'exercice	103 363	97 300	- 5,9 %
= PRODUCTION GLOBALE	103 492	97 209	- 6,1 %
- Consommations intermédiaires	70 222	63 008	- 10,3 %
= VALEUR AJOUTÉE	33 270	34 201	+ 2,8 %
+ Subventions d'exploitation	5 225	955	- 81,7 %
- Impôts et taxes	203	275	+ 35,5 %
- Charges de personnel	23 384	22 435	- 4,1 %
= EXCÉDENT BRUT D'EXPLOITATION	14 908	12 446	- 16,5 %
- Dotations (nettes de reprises)	13 571	16 361	+ 20,6 %
+ Autres produits et charges d'expl.	-260	-485	- 86,5 %
- Charges financières nettes	2 844	1 337	- 53,0 %
= RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS	-1 767	-5 737	-224,7%
+ Produits et charges exceptionnels	5 392	8 529	+ 58,2 %
- Participation des salariés	0	0	ns
- Impôts sur les bénéfices	1 055	1 190	+ 12,8 %
= RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE	2 570	1 602	- 37,7 %
CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT	13 180	13 245	+ 0,5 %

Source : Centrale des bilans de l'IEOM